Tendances récentes : La croissance économique en Afrique subsaharienne s'est accélérée pour atteindre un taux estimé à 4 % en 2025, contre 3,7 % en 2024. Un dynamisme favorisé par la modération de l'inflation, tandis que des prix plus élevés qu'attendu pour des produits de base comme l'or, d'autres métaux précieux et le café, notamment, ont dopé les recettes budgétaires dans plusieurs pays. Les performances des économies d'Afrique subsaharienne sont cependant mitigées : la croissance a ralenti dans les pays exportateurs de produits de base industriels, mais s'est renforcée ailleurs.

Les trois plus grandes économies de la région ont notamment enregistré des tendances divergentes, avec un raffermissement de la croissance au Nigéria et en Afrique du Sud et un ralentissement de l'expansion de l'activité en Éthiopie. La croissance de l'Afrique du Sud a progressé pour atteindre 1,3 %, grâce à un approvisionnement en électricité plus fiable, des récoltes exceptionnelles et un regain de confiance des entreprises. Au Nigéria, la croissance s'est légèrement accélérée à 4,2 %, tirée par l'expansion des services — en particulier dans les secteurs de la finance et des technologies de l'information et de la communication — et par une reprise modeste de l'agriculture. En Éthiopie, où la croissance s'était élevée à 8,1 % en 2024, la progression de l'activité a ralenti à 7,2 %, tout en restant soutenue.

L'inflation globale régionale a poursuivi son reflux en 2025, dans un contexte de baisse des prix mondiaux de l'énergie et de l'alimentation et de récoltes abondantes. L'inflation de base a toutefois augmenté pour la première fois depuis deux ans, ce qui a incité plusieurs banques centrales à suspendre leur politique d'assouplissement monétaire, tandis que d'autres ont relevé leurs taux directeurs à la suite de la réapparition de pressions inflationnistes sous-jacentes. Les conditions financières se sont globalement améliorées, avec une baisse des rendements des obligations d'État, un rétrécissement des écarts de taux souverains, une appréciation des monnaies par rapport au dollar et une réouverture de l'accès aux marchés financiers internationaux pour plusieurs économies (Angola, République du Congo, Kenya et Nigéria).

Perspectives : La croissance en Afrique subsaharienne devrait se consolider à 4,3 % en 2026, puis 4,7 % en 2027, à la faveur d'une hausse des investissements et des exportations. Cette reprise suppose toutefois que l'environnement extérieur ne se détériore pas davantage et que la sécurité s'améliore sensiblement dans plusieurs pays en situation de fragilité et de conflit. Le rythme de la croissance attendue reste toutefois inférieur à la moyenne à long terme de la région et insuffisant pour obtenir des avancées significatives sur le front de la lutte contre l'extrême pauvreté. La forte réduction de l'aide publique au développement (APD) depuis 2024 a réduit encore davantage les marges de manœuvre budgétaires des économies d'Afrique subsaharienne et va compromettre leur résilience face à des chocs défavorables.

Si l'exposition directe de la plupart des économies subsahariennes à la fragmentation du commerce mondial reste limitée, il existe des exceptions notables : l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Lesotho, Madagascar et Maurice, notamment, dépendent fortement des marchés états-uniens pour leurs exportations de biens et de produits de base. Les projections de référence reposent sur l'hypothèse que les droits de douane bilatéraux en vigueur actuellement le resteront tout au long de la période de prévision. Cependant, l'expiration, fin 2025, de la loi américaine sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (African Growth and Opportunity Act, AGOA), qui a mis fin à l'accès préférentiel au marché des États-Unis pour les pays africains éligibles, devrait, sauf reconduction, avoir un impact significatif sur un certain nombre d'économies.

Le revenu par habitant en Afrique subsaharienne devrait augmenter en moyenne de 2 % par an sur la période 2026-2027. Même si elle est légèrement supérieure aux projections établies en juin dernier, cette dynamique n'est pas suffisante pour créer les emplois nécessaires face au rythme d'accroissement de la population active. La croissance réelle du revenu par habitant restera en outre inégale au sein de la région, certains pays, en particulier ceux en proie à des conflits violents, accusant une absence de progrès. Alors que l'Afrique subsaharienne abrite quelque 270 millions de jeunes en 2025 et qu'elle connaît la plus forte augmentation au monde de la population en âge de travailler, la création d'emplois productifs y reste limitée.

Risques : Les risques de dégradation demeurent prépondérants. La croissance régionale pourrait être plus

faible que prévu si les barrières commerciales et l'incertitude qui en découle continuent de s'amplifier, si la mise en œuvre des réformes ralentit, si les conflits violents persistent ou s'aggravent, si les chocs météorologiques s'intensifient, si l'APD diminue plus rapidement qu'attendu, si l'affaiblissement de la croissance mondiale est supérieur aux projections actuelles, si les prix des produits de base continuent de baisser ou si les conditions financières mondiales se détériorent. En revanche, l'activité en Afrique subsaharienne pourrait être favorisée par le libre accès au marché chinois, une croissance mondiale plus forte que prévu, la poursuite des progrès de l'intégration régionale et le raffermissement des prix des produits de base.

Télécharger les *Perspectives économiques mondiales :* https://www.worldbank.org/gep

EMBARGO : NE PAS PUBLIER, DIFFUSER NI TRANSMETTRE AVANT LE MARDI 13 JANVIER 2026 À 9H30, HEURE DE WASHINGTON (14H30 À LONDRES/15H30 À PARIS)

Prévisions pour les pays d'Afrique subsaharienne
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2023	2024	2025e	2026p	2027p
PIB aux prix du marché (prix moyens en dollars sur la période 2010-19)					
Afrique du Sud	0,7	0,6	1,3	1,4	1,5
Angola	1,3	4,4	2,3	2,6	2,8
Bénin	6,4	7,5	7,3	7,0	7,0
Botswana	3,2	-3,0	-3,0	2,3	3,8
Burkina Faso	3,0	4,8	4,7	4,9	5,1
Burundi	2,7	3,9	4,6	4,9	5,5
Cabo Verde	4,8	7,2	5,4	5,2	5,0
Cameroun	3,2	3,5	3,7	3,7	3,9
République centrafricaine	0,7	1,5	2,7	3,0	3,1
Comores	3,0	3,3	3,4	3,7	3,8
Congo (Rép. dém. du)	8,6	6,5	5,1	5,1	5,3
Congo (Rép. du)	1,9	2,6	2,9	3,2	3,0
Côte d'Ivoire	6,5	6,0	6,3	6,4	6,5
Érythrée	2,6	2,9	3,2	3,5	3,6
Eswatini	3,5	3,0	4,2	3,8	2,9
Éthiopie[a]	7,2	8,1	7,2	7,1	7,7
Gabon	2,4	3,4	3,1	3,7	4,1
Gambie	5,0	5,3	5,7	5,5	5,3
Ghana	3,1	5,7	4,3	4,6	4,8
Guinée	5,5	5,4	7,5	9,3	11,6
Guinée-Bissau	4,5	4,8	5,1	5,2	5,2
Guinée équatoriale	-5,1	0,9	-1,6	0,4	1,0
Kenya	5,7	4,7	4,9	4,9	5,0
Lesotho	1,8	2,9	1,3	0,7	1,1
Libéria	4,7	4,0	4,6	5,4	5,6
Madagascar	4,2	4,2	4,0	4,0	4,4
Malawi	1,9	1,7	1,9	2,6	3,1
Mali	3,5	4,0	4,9	5,0	5,0
Maurice	5,0	4,7	3,0	3,4	3,4
Mauritanie	6,8	6,3	5,3	5,4	5,9
Mozambique	5,5	2,1	1,1	2,8	3,5
Namibie	4,4	4,0	3,1	3,5	3,8
Niger	2,0	10,3	6,5	6,7	6,6
Nigéria	3,3	4,1	4,2	4,4	4,4
Ouganda[a]	5,3	6,1	6,3	6,4	9,8
Rwanda	8,6	7,2	7,0	7,2	7,6
São Tomé-et-Príncipe	0,4	1,1	2,5	4,0	3,5
Sénégal	4,3	6,1	6,4	4,1	4,3
Seychelles	2,3	2,9	3,2	3,2	3,4
Sierra Leone	5,7	4,3	4,3	4,4	4,6
Somalie (Rép. féd. de)	4,2	4,1	3,0	3,5	3,5
Soudan	-29,4	-14,0	6,1	5,1	3,7
Soudan du Sud[a]	-1,3	-7,2	-23,8	48,8	0,8
Tanzanie	5,1	5,5	6,0	6,2	6,5
Tchad	4,1	3,5	3,4	3,7	4,1
Togo	6,4	5,3	5,0	5,4	5,6
Zambie	5,4	3,8	5,2	5,8	6,0
Zimbabwe	5,3	1,7	6,6	5,0	5,0

Official Use Only

Source : Banque mondiale.
Note : e = estimation ; p = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données disponibles et de l'évolution de la conjoncture mondiale. Par conséquent, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles mentionnées dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base des perspectives des économies ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.
a. Sur la base de l'exercice budgétaire. Voir l'annexe régionale pour plus de précisions sur les chiffres de chaque exercice.